

"Ni indifférent, ni à l'écart": comment expliquer le rejet massif en Suisse de l'initiative pour une neutralité stricte

Plus de 70% des votants suisses ont rejeté ce dimanche 27 septembre l'initiative pour une neutralité stricte, soutenue par l'Union démocratique du centre (UDC, droite nationaliste). *"La Suisse était neutre hier, elle est neutre aujourd'hui et elle le restera aussi à l'avenir"*, assure le ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis.

LE 28 SEP. 2026 À 15H34 • Par [Antoine Joubeau](#)

Dimanche 27 septembre, les Suisses ont rejeté sans appel [l'initiative pour une neutralité stricte](#): plus de 70% de non, et pas un canton pour l'approuver. Elle voulait graver ce principe dans [la Constitution fédérale](#). [La Suisse](#) n'aurait plus pu s'allier à une organisation militaire, sauf attaque ou préparatifs d'attaque contre elle. Seules les sanctions économiques décidées par l'ONU lui seraient restées permises.

Le texte de l'organisation souverainiste Pro Suisse n'avait le soutien que d'une grande formation: l'Union démocratique du centre (UDC, droite nationaliste), [premier parti du pays](#). Ses opposants le disaient prorusse, et Moscou l'avait applaudi.

"Ce résultat n'est pas un vote contre la neutralité"

Au cœur du débat: les sanctions européennes contre [la Russie](#), reprises par Berne après l'invasion de l'Ukraine du 24 février 2022. [Le passage de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU](#) comme membre non permanent, en 2023 et 2024, a aussi alimenté la controverse.

Le gouvernement, qui combattait le texte, [a salué l'issue du scrutin](#). *"Ce résultat n'est pas un vote contre la neutralité. La Suisse était neutre hier, elle est neutre aujourd'hui et elle le restera aussi à l'avenir"*, [a assuré à Berne](#) le ministre des Affaires étrangères, Ignazio Cassis. *"Être neutre ne signifie ni être indifférent, ni se tenir à l'écart"*, a-t-il insisté.

La crainte de l'isolement

Les Suisses ont conscience d'un contexte international difficile, analyse Michel Cerutti, [correspondant de TV5MONDE](#). *"Culturellement, géographiquement, économiquement la Suisse est plutôt rattachée à l'Occident et à l'Europe occidentale"*, rappelle-t-il. Le pays doit donc rester proche de ses voisins, car *"faire cavalier seul au milieu de tout le monde ce n'est pas forcément la meilleure chose à faire"*.

Joseph Deiss, ancien ministre suisse des Affaires étrangères, [tire deux leçons du vote](#). Pour lui, les électeurs ont saisi que la sécurité de leur pays passe par ses voisins européens. Ils attendent aussi de Berne plus d'audace face aux crises internationales, de l'Ukraine à Gaza. Sur [la RTS](#), la radio-télévision publique suisse, il réclame *"une neutralité qui soit active, qui soit présente et pas simplement passive"*.

Pour [le quotidien français Le Monde](#), l'inquiétude sécuritaire a eu raison d'un principe sacralisé. Aux yeux des électeurs, se priver de tout levier économique contre un agresseur aurait relevé de la *"complicité passive"*. De nombreux acteurs du monde des affaires voyaient déjà dans les sanctions occidentales un choix pragmatique, observe [le Financial Times](#). [La Suisse a besoin des marchés européens](#) et évolue dans un système financier où règne le dollar.

Un désaveu pour l'UDC?

Michel Cerutti lit dans ce "non" une lassitude envers l'UDC, [battue lors de plusieurs votations récentes](#), et ses initiatives *"assez extrémistes"*. *"La population semble en avoir un tout petit peu assez de cela"*, note-t-il. Le milliardaire Christoph Blocher, ancien dirigeant du parti, avait pourtant apporté 3 des 4 millions de francs du budget de campagne, selon [le quotidien suisse Le Temps](#). *"Cette initiative de Christoph Blocher a eu un mérite: unir le pays contre elle"*, ironise Joseph Deiss.

Le texte évitait *"le seul mot qui compte au final: les sanctions"*, souligne l'historien Sacha Zala, directeur du centre de recherche Documents diplomatiques suisses (Dodis). Il aurait dû s'appeler *"initiative contre les sanctions qui n'ont pas été décidées par l'ONU"*, tranche-t-il dans [Le Temps](#).

Protégés par leur veto, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU auraient ainsi échappé à toute sanction suisse. Malgré une campagne axée sur la paix, *"une large majorité du peuple n'est pas tombée dans le piège"*, constate-t-il.

"Une neutralité de façade, alignée sur le bloc occidental"

Pour Moscou, la réponse est non: [Berne aurait renoncé à sa neutralité](#). Maria Zakharova, porte-parole de la diplomatie russe, a dénoncé sur Telegram une neutralité *"à géométrie variable"*, le jour même de la fête nationale suisse.

À la veille du vote, le média de propagande russe RT présentait les initiants comme des *"politiciens pro-souveraineté"*, rapporte [Le Temps](#). Il rappelait au passage que Berne a gelé 8,5 milliards de francs d'avoirs russes, plus 6,8 milliards de la Banque centrale de Russie.

Les électeurs ont validé une *"neutralité de façade, alignée sur le bloc occidental"*, affirme Le Monde. La Suisse coopère avec l'OTAN sans en être membre. Des soldats suisses participent à des exercices avec l'Alliance et Berne a rejoint le bouclier antiaérien européen Sky Shield, détaille le quotidien. Dans le journal alémanique Blick, l'ancien ambassadeur Georges Martin, adversaire déclaré de l'atlantisme, dénonce une *"adhésion rampante, souterraine, à l'OTAN"*.

Un débat loin d'être clos

La Suisse applique pourtant le droit de la neutralité aux biens utiles à la guerre, relève [la radio-télévision publique alémanique SRF](#). Elle y traite les deux camps presque à égalité. [Berne a ainsi étendu à l'Ukraine des restrictions visant la Russie](#): Kiev ne peut recevoir ni gilets de protection ni composants de drones suisses. Une motion doit bientôt trancher la question au Parlement: faut-il mettre l'agresseur et sa victime sur le même plan?

Les problèmes demeurent, juge Jean-Daniel Ruch, ancien diplomate et cofondateur du Centre pour la neutralité à Genève. *"Notre crédibilité est toujours entamée dans le monde, notamment à cause de notre politique de deux poids deux mesures dans l'application des sanctions"*, a-t-il déploré sur [la RTS](#). Une petite partie de la gauche soutenait aussi le texte, pour une autre raison, pointe Michel Cerutti: la Suisse sanctionne la Russie, mais pas Israël.

Le vrai sujet est ailleurs, insiste Sacha Zala: *"depuis 1848, la question de la place de la Suisse en Europe reste irrésolue. C'est l'éléphant dans la pièce"*. Ce lundi, le Parlement suisse commence justement à examiner [un nouveau paquet d'accords avec l'Union européenne](#), les bilatérales III. Le dernier mot reviendra aux électeurs, en 2027 ou 2028.